



Westminster & City News

NUMÉRO 18

Du 3 au 9 mai 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Evaluer les spécificités locales contribuerait à des politiques économiques plus pertinentes – A. Haldane, chef économiste de la BoE, a [déclaré](#) que les banquiers centraux devaient avoir une approche plus granulaire et en temps réel des économies locales pour améliorer leurs politiques et remporter l'adhésion du public. Il met notamment l'accent sur l'importance de prendre en compte les spécificités que présentent des entités géographiques plus petites que celles habituellement étudiées, comme les écarts entre quartiers d'une même ville plutôt qu'une comparaison entre deux villes. Ainsi, les disparités régionales substantielles au niveau du revenu, de la santé et du bien-être peuvent cacher des disparités intra-régionales encore plus importantes. La BoE, pour sa part, développe déjà de nouvelles données granulaires en temps réel pour améliorer sa compréhension de l'économie.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Les PMI continuent d'indiquer une stagnation en avril mais se sont révélés trompeurs au T1 – Alors que les PMI indiquaient une croissance nulle au T1, l'activité fut en réalité dynamique en janvier (+0,5 % en rythme mensuel) et en février (+0,2 %) et la BoE prévoit une croissance trimestrielle à 0,5 % (la première estimation de l'ONS sera disponible vendredi). En effet, les PMI n'incluent ni la vente au détail qui fut particulièrement dynamique au T1 en lien avec la croissance des salaires réels, ni le secteur public dont la contribution fut positive. Les PMI ont également tendance à surestimer les incertitudes politiques. La BoE considère par ailleurs que l'effet de la création de stocks des entreprises se préparant au Brexit a été plus élevé que prévu au T1. En avril, les PMI des services et de la construction se sont améliorés mais le PMI manufacturier a ralenti, en lien avec la dissipation du phénomène de création de stocks. Si le niveau d'incertitude devrait être bien plus bas depuis l'annonce du report du Brexit au 31 octobre prochain, la consommation des ménages pourrait continuer de faire mentir les PMI.

CONCURRENCE

Le président de l'autorité de la concurrence veut aller plus loin dans la lutte contre les escroqueries – Le président de la CMA A. Tyrie [considère](#) qu'il faut davantage protéger les intérêts des consommateurs et des petites entreprises. Les autorités britanniques devraient selon lui faire preuve de plus de fermeté et d'agilité face aux escroqueries et aux abus de position dominante des grandes entreprises. A. Tyrie souhaite en outre accélérer la prise de mesures correctives pour lutter plus efficacement contre les violations du droit de la concurrence. Les autorités compétentes prennent en moyenne trois ans pour imposer ce type de mesures.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Un accord sur une union douanière ne clarifiera pas le régime applicable aux services financiers – Le DG de la *Financial Conduct Authority* (FCA), Andrew Bailey, a déclaré qu'un accord éventuel entre le gouvernement et le parti travailliste sur une union douanière n'apporterait aucune clarification sur le régime juridique applicable aux

services financiers post-Brexit. A. Bailey, candidat au remplacement de Mark Carney à la tête de la Banque d'Angleterre (BoE), estime que le RU doit reprendre son autonomie vis-à-vis d'une réglementation de l'UE-27 perçue comme trop rigide. C'est aussi une critique de l'incapacité de la City à défendre sans ambiguïté le régime de reconnaissance mutuelle des réglementations post-Brexit, privilégié par la BoE et la FCA. Pour certains acteurs du secteur, les services financiers ont été négligés pendant les négociations avec l'UE-27 et les détails de la relation future en ce domaine n'ont pas été réglés. Les prises de positions de la FCA et BoE ont souvent été jugées trop alarmistes par les eurosceptiques.

RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

La FCA envisage de revoir les règles sur le conseil et la vente de crédits immobiliers – Dans le cadre d'une [consultation](#) ouverte jusqu'au 7 juillet 2019, la FCA propose d'imposer une obligation de justification aux courtiers qui n'offriraient pas le produit le moins cher (30% des clients se seraient ainsi vu offrir des produits plus coûteux que nécessaire). Elle envisage également de modifier sa [guidance](#) actuelle pour clarifier les démarches que les prêteurs et les courtiers doivent entreprendre dans le cadre d'un conseil aux clients ainsi que les situations dans lesquelles des informations pertinentes peuvent dispenser le recours à un conseil (« [buying a mortgage without advice](#) »). La FCA se fonde sur les résultats de son [étude](#) sur le marché immobilier qui révèle la persistance de pratiques anti-concurrentielles, défavorables aux clients et à l'innovation. Le directeur de *l'Association of Mortgage Intermediaries* salue les nouvelles propositions de la FCA qui devraient permettre aux prêteurs d'être plus précis dans leurs recommandations, même si des prêts plus onéreux offrent souvent plus de modalités de remboursement.

Philip Hammond annonce la création d'un comité stratégique sur l'avenir des espèces – Ce nouveau [groupe](#), présidé par le Trésor, sera composé d'experts de la BoE et étudiera les modalités pour préserver les espèces et leur disponibilité partout sur le territoire. Le Chancelier a également confirmé à cette occasion que les pièces de 1 penny et de 2 pence seront maintenues en circulation, répondant ainsi aux demandes des organismes de bienfaisance et des petites entreprises. Par ailleurs, le gouvernement a publié les résultats de sa [consultation](#) sur l'avenir des espèces dans un contexte de croissance soutenue des méthodes de paiement numérique, qui confirment que 2,2 M de personnes dépendent encore des espèces, en particulier les personnes âgées vulnérables et celles vivant dans les zones rurales. Enfin, le gouvernement a annoncé qu'il appuiera les travaux de la BoE pour l'élaboration d'un nouveau mécanisme de distribution des espèces et de vérification de la conformité des pièces de monnaie, tout en continuant à soutenir les nouvelles méthodes de paiement numérique.

Le régulateur des avocats alerte sur les manquements des cabinets en matière d'anti-blanchiment d'argent – La *Solicitors Regulation Authority* (SRA) a estimé, dans une [enquête](#) sur la conformité des pratiques de 59 cabinets d'avocats au regard des mesures anti blanchiment, que les avocats n'étaient pas suffisamment proactifs dans l'identification et le signalement des activités « suspectes » de leurs clients. Selon la SRA, un quart de ces cabinets n'aurait pas effectué de contrôles suffisants pour les « personnalités politiques et économiques influentes ». L'examen de la SRA, bien que n'ayant pas révélé de preuves de blanchiment d'argent, a néanmoins permis de constater l'inadéquation des procédures mises en place par les cabinets et l'insuffisance des contrôles. 26 cabinets d'avocats pourraient faire l'objet de mesures disciplinaires.

FINTECH

Facebook choisit Londres comme centre de paiements pour son service de messagerie WhatsApp – L'application, qui compte 1,5 Md d'utilisateurs dans le monde, augmentera ses effectifs d'un quart avec l'embauche d'environ 100 personnes. La plupart des ingénieurs informatiques seront embauchés à Londres et du personnel d'exploitation supplémentaire sera embauché à Dublin. Le nouveau personnel mettra en place une fonction de paiements ainsi que des produits axés sur la sécurité et l'anti-spam sur l'application. Facebook a annoncé la semaine dernière que les paiements mobiles de WhatsApp seraient lancés dans plusieurs pays cette année et Mark Zuckerberg a déclaré vouloir rendre les paiements plus faciles : « je crois qu'il devrait être aussi facile d'envoyer de l'argent à quelqu'un que d'envoyer une photo ».

La BoE admet être la cible de piratages informatiques à répétition – En réponse à une demande d'information du quotidien *Financial News*, la BoE a révélé qu'elle était sujette à des cyber-menaces très sophistiquées et à répétition. Les experts en sécurité avertissent qu'une cyberattaque contre la BoE provoquerait des perturbations dévastatrices au RU. Bien que la BoE se soit déclarée obligée de réévaluer continuellement ses politiques pour

atténuer les risques cyber, elle n'a pas souhaité donner plus de détails sur le nombre d'attaques. La BoE règle quotidiennement environ 500 Md£ de paiements entre les banques, ce qui équivaut à près d'un tiers du PIB annuel du RU. Le *Joint Committee on the National Security Strategy* du Parlement en charge de l'examen des politiques de sécurité a appelé le gouvernement à agir avec urgence pour prévenir les cyberattaques contre la banque centrale. Les attaques contre le secteur des services financiers ont été multipliées par cinq en 2018 et le nombre d'atteintes à la protection des données signalées à la *Financial Conduct Authority* a augmenté de 480 % en 2018.

Le SER de Londres souhaite la bienvenue à Archie Harrison Mountbatten-Windsor !!



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Laura Guenancia, Robin Fournier et Louis Martin

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 9 mai 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance 2018	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,8%
PIB en glissement trimestriel (T4 2018)		0,2%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,1%
Inflation (IPC)		2,3%	1,9%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,0%	2,3%
	Consommation	1,9%	2,5%
	Dépenses publiques	0,2%	0,4%
	Exportations (B&S)	0,2%	2,9%
	Importations (B&S)	0,8%	2,9%
Approche par la production	Secteur manufacturier	0,9%	1,2%
	Secteur de la construction	0,7%	4,2%
	Secteur des services	1,7%	2,0%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,2%	0,5%
	Ventes au détail	2,6%	3,2%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		2018	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,0%	4,5%
Taux d'emploi		75,8%	75,0%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	1,0%	0,8%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	2,9%	2,5%
Salaires réels	Croissance annuelle	0,6%	0,7%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,4%	0,8%
Taux d'épargne des ménages		3,8%	5,3%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,4%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	84,0%	84,2%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,8%	-4,4%
Balance des B&S		-1,5%	-1,4%
Balance des biens		-6,6%	-6,6%
Balance des services		5,0%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,17
	GBP/USD	1,29	1,33

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité horaire, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.